

Recherches sociographiques



Roch CÔTÉ (dir.), *Québec 2000*

Stéphane Kelly

Volume 42, numéro 3, 2001

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057476ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057476ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Kelly, S. (2001). Compte rendu de [Roch CÔTÉ (dir.), *Québec 2000*]. *Recherches sociographiques*, 42(3), 585–588. <https://doi.org/10.7202/057476ar>

COMPTES RENDUS

Roch CÔTÉ (dir.), *Québec 2000*, Montréal, Le Devoir, Fides, 1999, 527 p.

Il est risqué de dresser le bilan d'un siècle de vie collective. C'est d'autant plus vrai si l'on se refuse à attendre un certain temps. Des esprits intrépides ont néanmoins pris ce risque dans le livre *Québec 2000*. Le directeur de l'ouvrage, Roch Côté, était conscient du caractère inachevé de l'entreprise : « Ces pages denses sont aussi riches d'invitations à des lectures plus fouillées » (p. 13). Étant donné l'intérêt de ces bilans, d'un point de vue sociologique, je limite ici mon propos aux textes voués à saisir l'unité de ce siècle, ceux de Jean-Jacques SIMARD, René DUROCHER, Paul-André LINTEAU. Je laisse de côté le texte de Gilles MARCOTTE, dont la pertinence est plutôt marginale. En revanche, j'ajoute au corpus celui de Simon LANGLOIS, consacré aux deux dernières décennies, mais précieux pour les questions qu'il soulève.

Dans « Ce siècle où le Québec est venu au monde », Jean-Jacques Simard donne le ton. Dans la production d'un bilan, la prudence doit être de mise : « Le sens de l'histoire, donc sa périodisation, dépendent de ce qu'on en retient à la fin, suivant le moment et l'endroit où on se retourne vers l'arrière pour y voir de plus près » (p. 17). Pour la majeure partie du XX^e siècle, la société québécoise n'existait pas : « la société québécoise ne prendra vraiment conscience d'elle-même qu'à partir des années cinquante » (p. 18). Il reconnaît que la Révolution tranquille fut un moment charnière, mais il place des bémols à la lecture classique : « le gonflement de la taille de l'État après 1960 n'est pas un phénomène spécifiquement québécois » (p. 21). En fait, le mouvement québécois a suivi le mouvement fédéral avec seulement quelques années de retard. En outre, l'expansion étatique n'est pas spécifique aux années soixante, mais caractérise l'ensemble du siècle. Selon Simard, derrière ce mouvement se profilait une révolution de l'intimité. S'inspirant des thèses de Gary Wills, il distingue la famille rurale, où les liens sociaux sont verticaux (enfants, mère, père, patron, prêtre, prince, pape, Dieu), de la famille urbaine, où ces liens sont plutôt horizontaux (travail, écoles, loisirs, associations). Le triomphe de la famille urbaine mettrait fin à la primauté des « cercles d'appartenance fatale ». Le problème du Québec, soutient le sociologue, est son manque d'intégration. Les Québécois seraient en proie au « syndrome de l'élastique ». Ils ont été longtemps soudés ensemble par une sorte de bande élastique : « Quelque part dans ces environs temporels, la bande élastique a cédé, et les Québécois français ont été brusquement projetés vers l'avant, dans le vide, pour retomber sur terre en boucles molles par la suite en essayant, autant que faire se peut, de reprendre leurs

esprits déboussolés » (p. 65). Ce syndrome aurait les vertus d'expliquer l'hésitation des Québécois quand il s'agit de prendre des engagements à long terme : le déclin de la natalité, les unions libres, les naissances hors-mariage, etc.

Dans « La grande marche vers la modernisation », René Durocher analyse les faits marquants de la politique québécoise. Il découpe le siècle en trois périodes : le long règne des libéraux (1897-1936) ; la période de transition (1937-1960) ; la Révolution tranquille et ses effets (1960-2000). La première période fut marquée par le règne de Laurier : « Laurier, qui dirige le gouvernement fédéral sans interruption de 1896 à 1911, contribue grandement à l'attachement des Canadiens français au système fédéral, de même qu'il permet aux libéraux fédéraux de faire du Québec un château fort, eux qui conserveront le pouvoir pendant le plus clair du XX^e siècle grâce aux majorités décisives obtenues au Québec » (p. 78). L'historien refuse le dilemme classique obligeant à choisir entre Godbout *ou* Duplessis. Les deux hommes auraient préparé la Révolution tranquille : l'un par son réformisme, l'autre par sa défense de l'autonomie provinciale. Il explique le long règne du *chef* en suggérant que les ruraux étaient plus sujets au patronage que les ouvriers urbains : « Ce système donne une prime abusive aux milieux ruraux comptant moins d'électeurs. Ils sont plus faciles à encadrer et à séduire par le *patronage* au détriment des milieux urbains où l'industrialisation et l'urbanisation rapides posent des problèmes aigus » (p. 81). Durocher a abandonné plusieurs idées de l'historiographie moderniste, mais pas toutes. Ainsi, il termine son article en regrettant que le parti au pouvoir (le PQ) ne soit pas plus réformiste : « La priorité du gouvernement est de rétablir l'équilibre budgétaire. Le contexte économique et les coupures imposées par le fédéral obligent le gouvernement du Québec à sabrer dans toutes ses dépenses notamment en santé, en éducation et dans l'aide sociale. À part de quelques réformes comme l'assurance-médicament et les garderies à cinq dollars, le gouvernement concentre ses énergies sur l'économie et sur les finances publiques. » (p. 94.) Ne serait-il pas plus juste de dire que ce gouvernement s'est engagé dans une frénétique « réforme permanente » : en santé, en éducation, en formation professionnelle, à l'aide sociale, souvent au mépris des aspirations populaires et des engagements électoraux. Ce réformisme crée sans cesse de nouveaux « besoins » et multiplie des programmes voués à être « en constante évolution ».

Dans « Les francophones reconquièrent l'économie », Paul-André Linteau dresse un portrait globalement positif du siècle économique, en soulignant toutefois quelques zones plus grises. Son article met en relief la conquête de l'économie par la bourgeoisie francophone. Durant la première phase (1900-1914), marquée par le développement de la « fée électricité », on assiste à la montée de la grande entreprise. Celle-ci appartient aux anglophones : « dans le Québec du début du siècle, la langue des affaires est l'anglais » (p. 96). Puis, entre 1914 et 1929, c'est le début de l'érosion du statut de métropole économique pour Montréal. Toronto profite du mouvement continental vers l'ouest. Une autre mutation se produit, la montée d'une nouvelle classe sociale : « la mutation du monde des affaires permet aux gestionnaires professionnels de jouer un rôle accru dans les grandes entreprises, tandis que les descendants des capitalistes flamboyants de la génération précédente se contentent de jouir de leur fortune » (p. 100). La concentration des capitaux dessert les petits entrepreneurs francophones. La période de la grande dépression

(1929-1939) est impitoyable autant pour les petits propriétaires que pour les ouvriers : « elle[s] provoque[nt] aussi la ruine de nombreux petits propriétaires et de petits entrepreneurs dont la clientèle populaire n'est plus en mesure de payer loyers et factures ; les hommes d'affaires francophones sont particulièrement touchés » (p. 102). La Seconde Guerre mondiale marque un tournant, le revenu par habitant doublant presque : « avec le rationnement qui limite la consommation, une partie de ces ressources supplémentaires est épargnée et constitue une réserve pour l'après-guerre » (p. 103). Cette dernière période (1945-1960) se caractérise par la prospérité. Déjà plus de la moitié de la main-d'œuvre est employée dans le secteur tertiaire. Le choc avec l'anglais devient inéluctable : « l'économie du Québec reste dominée par les grandes entreprises canadiennes-anglaises où tout fonctionne en anglais et où les francophones sont généralement confinés aux rangs inférieurs » (p. 105). Entre 1960 et 1980, la Révolution tranquille crée un choc, qui modifie la place des francophones dans l'économie : « là où la révolution tranquille rompt de façon encore plus nette avec la situation antérieure, c'est dans la mise en marche d'une véritable stratégie de reconquête économique du Québec par les francophones, élaborée par un petit noyau de hauts fonctionnaires » (p. 106). Aux glorieuses années 1960 succèdent des années 1970 plus turbulentes : « malgré ces progrès réels, mais encore limités, l'économie québécoise traverse une période de turbulence. Certes, la croissance reste vigoureuse jusque vers 1975, mais le Québec est en perte de vitesse dans l'ensemble canadien » (p. 107). L'historien souligne que la dernière période, 1980-2000, est mouvementée. Chacune de ces deux décennies est marquée d'abord par une crise, puis est suivie par une forte reprise. En dépit des ratés, « la reconquête économique du Québec par les francophones reste le fait dominant de ce XX^e siècle qui s'achève. Elle se fait cependant dans un contexte de perte de vitesse du Québec dans l'ensemble canadien et de soumission croissante aux forces de la mondialisation, avec les avantages, mais aussi avec les risques qu'elle présente » (p. 111). Enfin, Linteau attribue les succès du Québec à la constitution de grandes multinationales dirigées par des francophones : Bombardier, Quebecor, Cascades, Vidéotron, Provigo. Soulignons que cette dernière a récemment échappé au contrôle de la bourgeoisie francophone. Au tableau des pertes, nous pourrions aussi ajouter la vente de nos glorieux Canadiens, pour une bouchée de pain ou quelques verres de bière...

Le titre de ces bilans, ainsi que le ton, sont marqués par un certain optimisme face à l'avenir. L'article de Simon Langlois, sans être pessimiste, vient injecter une certaine dose de réalisme dans le tableau du siècle. Plus sobre, en apparence moins analytique, son propos est néanmoins plus inquiet. Le sociologue prétend que les mœurs québécoises ont radicalement changé avant la fin du siècle : « Les années 1990 passeront à l'histoire comme des années d'affirmation tranquille d'une nouvelle culture et de nouveaux modes de vie dont les racines plongent évidemment dans les décennies précédentes. Cette révolution discrète est plus difficile à percevoir nettement parce que sa source est d'abord endogène, parce qu'elle est le résultat lent de décisions prises par les individus au fil des jours » (p. 125). Nous pourrions ici contester l'emploi du terme *révolution*. Une expression comme « mutation accélérée » aurait sans doute été plus appropriée. Mais l'essentiel du propos de Langlois est ailleurs, dans la description minutieuse des tendances, dont

certaines sont inquiétantes : l'espace québécois se recompose ; l'accroissement naturel de la population ralentit ; la nature de l'union conjugale change radicalement ; l'apparition d'un nouveau type de ménage, le couple sans enfant à la maison ; l'unité de vie typique n'est plus la famille ; la création de ménages augmente plus vite que la population ; le secteur de l'éducation en décroissance ; l'emploi atypique s'étend ; les revenus réels tirés du travail stagnent et perdent du terrain comparés à ceux des Ontariens. Plusieurs de ces tendances mériteraient de sérieuses discussions tellement elles recèlent de graves implications politiques. Le sociologue, pour sa part, dégage deux enjeux majeurs. Le premier : « La chute de fécondité des couples et l'accélération du taux de décès – inévitable dans une société vieillissante – vont rapidement conduire à une stagnation de la population québécoise, puis à une régression » (p. 196). Ce débat est connu, mais trop souvent abordé au Québec de façon hypocrite, ou à tout le moins indirecte, par le débat sur la langue. Langlois a raison de préciser : « Il ne s'agit pas de ressortir de boules à mites le discours nataliste d'antan, mais plutôt de voir bien en face un problème de société, qui doit trouver des solutions acceptables comme tout autre question » (p. 197). Le second enjeu a trait au niveau de ressources et à leur répartition. Ici, l'inquiétude devient plus sérieuse : « Tout bouge dans bien des secteurs de la société, mais le niveau de ressources et leur répartition entre les groupements sociaux ont peu varié durant les années 1990 [...] Il faut aller au delà des moyennes stables que l'on vient d'évoquer, car derrière leur apparente stabilité se cache un rééquilibrage qui est déjà bien amorcé entre les groupes de travailleurs et les générations » (p. 197). En effet, poursuit Langlois, « Derrière la stabilité apparente des moyennes se cachent de nouvelles disparités. Et les jeunes familles ne sont pas celles qui, en ce moment, s'en tirent le mieux. Leur situation relative se dégrade même... » (p. 198).

Enfin, le texte de Langlois se termine par deux phrases anodines, mais lourdes de sens : « La progression de l'égalité notée par Tocqueville comme étant une tendance de fond de nos sociétés se maintiendra-t-elle ? On peut en douter dans le monde nouveau qui s'esquisse sous nos yeux, un monde déjà marqué par la différence et la diversité » (p. 198). En effet, on peut en douter. Le Québec ne se compare déjà plutôt à l'Ontario. Il est de plus en plus distinct et de plus en plus insignifiant dans l'espace canadien. Comme Terre-Neuve. Hélas, il est difficile de soulever ces questions avec franchise dans le Québec « pluraliste, moderne, démocratique, ouvert sur le monde » d'aujourd'hui. Question « de ne pas cracher dans la soupe », comme le lança candidement Jacques Beauchemin récemment. « L'horizon du XXI^e siècle n'interdit aucun espoir », conclut Jean-Jacques Simard dans son bel essai. L'article de Langlois montre pourtant que certains espoirs nous sont maintenant interdits. Il s'agit de bien identifier ceux qui sont à notre portée et de nous y attacher avec lucidité.

Stéphane KELLY